

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Électricité et eau à Lebamba : la population dans l'embarras

COUPURES récurrentes, surfacturation présumée sur les consommations, absence de communication des responsables locaux, retards prolongés sur l'arrivée des compteurs payés d'avance, éclairage public insuffisant ou encore manque de fournitures dans les quartiers sous-intégrés : la commune qui abrite pourtant un barrage hydroélectrique ressemble à un cordonnier mal chaussé. De quoi alors embarrasser les habitants qui se posent des questions sur les retombées concrètes qu'ils tirent de la présence d'un tel ouvrage dans le chef-lieu du département de la Louetsi-Wano.

Gloire Junaël MOUBEDI BIGOGO
Lebamba/Gabon

POUR la petite histoire, c'est au cours de l'année 1995 que l'État, dans le cadre de sa coopération avec le Canada, initie le projet d'implantation d'un barrage hydroélectrique à Lebamba, précisément sur la chute de la rivière Louetsi. La réalisation de cet ouvrage ultramoderne va alors faire naître un grand espoir chez les Louvanois. Tant ils pensaient être les principaux bénéficiaires des prestations énergétiques obtenues à partir dudit barrage. "Quand on a réalisé le barrage du courant à Bongolo, nous étions tous contents. On se disait que la ville allait être totalement éclairée et même les villages", témoigne Paul, qui dit avoir assisté aux travaux de construction de l'ouvrage.

Mais 26 ans plus tard, les populations déchantent et disent même être les plus mal loties dans cette affaire. L'énergie puisée à partir du barrage de Bongolo dessert mieux les localités voisines (Ndendé, Moussambou, Mourembou, Mouila et Tchibanga) que la commune qui abrite les installations de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG). Ici, en effet, la fourniture en eau et électricité est si insatisfaisante

qu'il ne se passe guère de jour qui n'ait enregistré une ou des coupures s'étalant parfois sur

Mais le calvaire infligé à la population de Lebamba ne s'arrête pas là. Tant elle doit aussi faire avec les retards dans la livraison des compteurs prépayés et l'absence d'un bon éclairage public. Le tout accompagné d'un déficit de communication de la part des responsables locaux de la SEEG envers la clientèle.

ment les grandes villes, en dépit de la présence des forces de défense qui essaient de juguler le phénomène de la délinquance.

Au-delà des ménages qui subissent au quotidien les dys-

une dizaine d'heures, et cela de jour comme de nuit. "Quand le courant est coupé, il faut attendre de longues heures pour qu'il revienne. Parfois nous dormons dans le noir, exposés aux moustiques. En outre, il est impossible de sortir la nuit de peur d'être agressé", se plaint un résident du quartier Malongo.

Jadis havre de paix, la commune est désormais, elle aussi, habitée par des hors-la-loi qui écu-

fonctionnements de la SEEG, il y a les administrations. Le cas, par exemple, du centre médical. Un service pourtant hautement sensible, mais qui manque cruellement d'un relais en matière d'électricité en cas de coupure par la société chargée d'alimenter l'ensemble de la ville. Les malades hospitalisés se retrouvent ainsi livrés à eux-mêmes. "Hier, nous avons dormi dans le noir jusqu'au matin", glisse l'un d'eux. En fait, ce qui aurait pu apparaître comme une anomalie sous d'autres cieux est devenu un fait banal ici. Et devant la persistance du phénomène, malades et personnels soignants semblent avoir appris à vivre avec les coupures d'électricité. Et que dire du volet "eau" si ce n'est la même chose ! De nombreux quartiers y compris ceux dits résidentiels en sont en permanence privés. La présence de robinets dans les ménages tient plutôt du décor. Pour se procurer cette précieuse ressource, les habitants sont contraints de recourir aux fontaines publiques ou, dans le pire des cas, aux cours d'eau environnants. C'est ce qu'affirme d'ailleurs une femme rencontrée à Imenou-Poungou, un quartier de la commune. Et comme si cela ne suffisait pas, la quasi-totalité des détenteurs de compteurs se



Photo: Bigogo

Le centre commercial de la SEEG dont les responsables sont accusés

plaignent des montants des factures qui, "malgré les coupures répétées dans le mois, ne cessent de grimper mois après mois", soutient-on à Lebamba village.

En clair, la ville du centre des trois Louetsi ne bénéficie pas, comme elle l'entend, des retombées d'un ouvrage d'énergie et d'eau, malgré son implantation sur son sol. Les habitants se demandent alors jusqu'à quand va durer cette situation qui a des incidences certaines sur les plans médical, social et économique.



Photo: Bigogo

magazine.union@sonapresse.com



Photo: Bigogo

Revoir les installations de fond en comble



ON
Libreville/Gabon

LES représentants de la SEEG ne savent quoi faire pour répondre aux dysfonctionnements entourant la desserte en électricité et eau de Lebamba.

Entre les supposées fuites souterraines qui seraient responsables de l'augmentation des factures mois après mois, la vétusté des équipements au niveau du dispositif de pompage d'eau et la faible capacité de production d'énergie, une évidence s'impose: la nécessité de revoir les installations de fond en comble. Et pourquoi pas actionner enfin le projet de

construction du second barrage dans la zone de Dibwangui, afin de renforcer l'existant dont la capacité de production énergétique semble s'être essoufflée ?

Il est vrai qu'une telle démarche implique de gros moyens logistiques qui ne peuvent provenir que de Libreville. Précisément de la direction générale de la SEEG où, informe-t-on, plaintes et plaidoyers des clients de Lebamba seraient pris en compte. Mais il y a que l'attente commence à se faire trop longue parmi les usagers, mensuellement exposés à des crises de nerfs du fait des dysfonctionnements constatés dans la fourniture d'électricité et d'eau.

par la clientèle de déficit de communication.

Jusqu'à quand faudra-t-il ignorer les plaintes des usagers ?

Olivier NDEMBI
Lebamba/Gabon

LA construction d'un barrage hydroélectrique à Bongolo avait suscité un réel espoir auprès de la population locale. On peut d'ailleurs noter qu'en initiant un tel projet, les autorités nationales pensaient bien à l'amélioration des conditions de vie et de travail, non

seulement des populations des autres localités voisines impactées par l'ouvrage, mais aussi de celles du lieu abritant ledit ouvrage.

Tant l'exploitation de celui-ci devait leur permettre de disposer d'une eau potable en tout temps. Tout comme l'électricité produite à partir du barrage devait les faire passer de l'ombre à la lumière par la mise à disposition de cette res-

source auprès des ménages et sur l'ensemble de la commune par le moyen de l'éclairage public. Mieux, l'électricité ainsi disponible allait booster les activités économiques de certains opérateurs de la région et stimuler le développement local.

Mais 26 ans après, que de déceptions parmi les usagers ! La récurrence des plaintes de ces derniers semble même agacer les

responsables locaux de la SEEG qui ne savent plus quoi répondre ni à la clientèle ni encore moins aux autorités politiques et administratives du département, qui les interpellent régulièrement. Du coup, les regards se tournent vers Libreville d'où devrait se produire le miracle pour que l'électricité et l'eau deviennent enfin une réalité pour tous à Lebamba.

